



## Lisbonne et la CES

### Quelle est la vision politique du Président de la Commission européenne ?

Le bal était ouvert par le Président de la Commission européenne, Barosso. Se définissant lui-même comme un réformiste du centre, force est de constater qu'il est résolument à droite. Selon ses dires, *le modèle social européen doit être préservé mais réformé. Il n'est pas question de diluer le social et l'environnemental dans le libéralisme économique.* Les trois piliers de Lisbonne restent donc intacts, du moins en apparence. En effet, pour Barosso, le seul moyen d'assurer l'égalité des chances pour tous est de dynamiser l'économie. La concurrence est primordiale afin de forcer les entreprises européennes à devenir les meilleures sur un plan mondial. Il n'y a donc aucune remise en cause des principes de libéralisation, de privatisation des services publics, de flexibilisation du marché du travail...

Selon Barosso, *la solidarité a sa place dans une Europe concurrentielle.* Toutefois, sa vision de la solidarité se limite à la cohésion sociale et territoriale. Ainsi, la solidarité est juste souhaitée entre les régions riches et pauvres, c'est-à-dire entre les anciens et les nouveaux États membres. Jamais Barosso ne parle de solidarité entre les citoyens – riches et pauvres – d'une même région, d'un même pays. Il évite d'ailleurs de répondre à cette question un peu gênante. C'est pourtant là l'essence même des modèles sociaux européens (car il y a autant de modèles sociaux que d'États membres).

La Commission, dont la vision libérale ne semble jamais ébranlée, presse les États à mettre en place un plan pour la croissance et l'emploi. Barosso veut que les objectifs de Lisbonne soient parties intégrantes des politiques macroéconomiques de l'Union et des États. Les partenaires sociaux sont appelés à faire des propositions « sérieuses ». On est donc dans un dialogue de sourds entre des Eurocrates libéraux persuadés que l'économie européenne doit être plus flexible, plus ouverte, plus réactive et certains États poussés dans le dos par des mouvements de grogne de leur population et des syndicats qui ne veulent pas voir les conditions de vie se dégrader sous prétexte d'un éventuel (et peu probable) paradis à venir.

### Dans quel cadre apparaît l'agenda de Lisbonne ?

Comme l'avait déjà mentionné le président Barosso dans son exposé, l'Union européenne est caractérisée par un certain nombre de points forts mais aussi de points faibles.

Points positifs	Points négatifs
qualité de l'enseignement tissu de PME concertation sociale	croissance économique productivité emploi recherche et développement formation tout au long de la vie

Selon de nombreux rapports – souvent commandités par la Commission européenne –, l'Union européenne est peu compétitive comparé aux USA. Il semble même que le fossé entre ces deux puissances se soit continuellement creusé ces dernières années. La Commission européenne – garante du Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC), donc de la coordination des politiques budgétaires – et la Banque Centrale européenne – garante de la politique monétaire – se déclarent toutes deux hors cause. Selon ces deux institutions, le dynamisme mou des économies de l'Union n'est pas dû à un mauvais « policy-mix », c'est-à-dire l'articulation des politiques budgétaires et monétaires, mais bien à des freins structurels.

L'agenda de Lisbonne tombe dès lors à point pour faire de l'Union l'économie la plus compétitive du monde à l'aube 2010. Cet agenda fait la part belle aux réformes structurelles tout en évitant soigneusement de remettre en cause le policy-mix actuel. Il préconise d'éliminer toutes les barrières à la libre concurrence de sorte que les marchés fonctionnent pleinement (cfr. directive « Services »). En d'autres termes, la solution à tous nos problèmes est : libéraliser et déréguler les marchés y compris – et surtout – celui du travail. Il faut cependant nuancer tant le constat que la conclusion de cette approche.

### Que signifie être peu compétitif ?

Certains pensent qu'une balance des opérations courantes<sup>1</sup> excédentaire est un signe de forte compétitivité. Si c'est le cas, alors l'UE est bien plus compétitive que les USA dont la balance est déficitaire et se dégrade encore depuis de nombreuses années. En 2003, les importations de biens et des services aux USA étaient de 50% supérieures aux exportations. Cependant, une balance des opérations courantes excédentaire peut être le résultat :

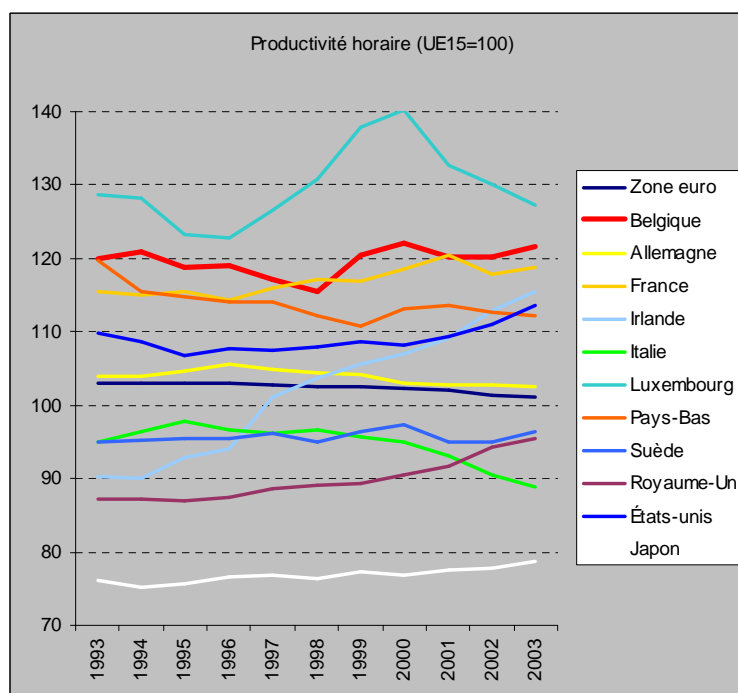
- d'une économie qui consomme et/ou importe peu,
- d'une épargne privée importante et exportée vers d'autres pays demandeurs.

Cela signifie qu'une balance des opérations courantes excédentaire peut coexister avec un haut niveau de chômage et de faibles investissements, c'est-à-dire une économie atone. En outre, il faut bien reconnaître que tous les pays du monde ne peuvent avoir une balance commerciale excédentaire. Il faut forcément des déficitaires pour absorber les surplus de production des pays excédentaires. Finalement que la balance commerciale soit excédentaire ou déficitaire, cela ne nous dit rien sur la richesse et l'emploi dans un pays<sup>2</sup>.

D'autres pensent que c'est la croissance économique qui détermine la compétitivité d'une économie. Dans ce cas, la croissance du réel PIB américain est, depuis 15 ans, légèrement supérieure à celle de l'UE. Cependant, si l'on observe l'évolution réelle du PIB/habitant, alors force est de constater que c'est la croissance européenne qui est la plus vigoureuse. Le taux de croissance démographique est, en effet, nettement supérieure aux USA que dans l'UE. Ainsi, un taux de croissance du PIB américain supérieur d'1% à celui de l'UE est nécessaire pour maintenir le PIB par tête.

D'autres pensent que c'est la productivité qui détermine la compétitivité d'une économie. S'il est vrai qu'une croissance de la productivité, crée un potentiel de croissance des salaires, elle peut aussi se réaliser au détriment de l'emploi. Dans ce cas, vu que la réserve de travailleurs sans emploi est plus grande, il n'y a pas de tension salariale et le potentiel de croissance des salaires se dégonfle comme une baudruche. C'est probablement dans ce cas de figure que se situe une partie des États de l'Union européenne dont la Belgique.

De manière générale, les gains de productivité devraient permettre une diminution du coût de production et devraient se répercuter sur les prix de vente. On serait donc plus compétitif. Ce raisonnement fait toutefois l'impasse sur autant d'autres facteurs de compétitivité tels le design, la qualité, le marketing, le service après vente, les taux de change...



Source : Eurostat

<sup>1</sup> La balance des opérations courantes tient compte des exportations et importations de biens, services et revenus ainsi que des transferts monétaires courants.

<sup>2</sup> Aussi, un pays dont la balance commerciale est excédentaire sur une longue période, comme la Belgique par exemple, déploie généralement peu d'actions pour encore accroître son excédent. Selon la théorie économique, il se fait alors tôt ou tard rattraper par les autres pays.

A l'échelle d'une nation, un gain de productivité peut simplement refléter le délai d'ajustement de l'emploi au redémarrage d'une économie – on commence par produire plus avec le même nombre de travailleurs – ou encore la restructuration voire la fermeture des entreprises les moins performantes. Ce n'est évidemment pas aussi bénéfique pour l'économie que si les gains de productivités sont dus à des investissements nouveaux ou de nouvelles méthodes de production.

Finalement, les gains de productivité à court terme ne sont pas toujours signe d'une meilleure compétitivité à long terme. Quoi qu'il en soit, si l'on compare les nations en terme de productivité horaire (voir tableau ci avant), il est clair que la productivité américaine est supérieure à la moyenne européenne et que cet écart a tendance à grandir ces 5 dernières années. Cependant, l'écart n'est pas énorme. En outre, certains pays, dont la Belgique, connaissent encore actuellement une productivité supérieure à celle des USA. A l'inverse, l'Italie voit sa productivité horaire se déprécier depuis quelques années. Si nous comparons la croissance de la productivité horaire entre d'une part l'UE – sans l'Italie – et les USA, on remarque qu'entre 1994 et 2001, la productivité a évolué de la même manière (+1,8% par an) et qu'entre 2001 et 2003, la productivité américaine croît de 2,1% par an pour 1,6% pour les 14 pays européens sélectionnés. Il est donc peut vraisemblable que le différentiel de productivité explique la faible compétitivité européenne.

Aussi, il est intéressant de noter que le modèle libéral n'est pas forcément supérieur au modèle européen continental. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ne connaissent une amélioration de leur productivité horaire que depuis 5 ans alors que les réformes libérales ont été entreprises il y a 25 ans. Il est dès lors peu vraisemblable que ces réformes aient eu un quelconque impact en terme de productivité.

Au final, le montant des exportations US en 2003 équivalait grosso modo à 2/3 de celles de l'UE alors qu'il représentait encore 85% au début des années 90. Durant la dernière décennie, les exportations de l'UE ont progressé de 7% à 11% du PIB européen alors que celles des USA ont progressé de 7% à 8% du PIB américain sur le même laps de temps<sup>3</sup>. Pour une économie en perte de compétitivité ce n'est pas si mal. A l'inverse, les importations européennes ont cru relativement moins vite que les exportations, ce qui n'est pas le cas aux USA. Cependant, on peut raisonnablement se demander si les politiques restrictives (monétaire, salariale et budgétaire) européennes ne sont pas la raison d'une faible consommation et donc de faibles importations au niveau de l'UE.

En examinant les parts de marché prises par les entreprises européennes<sup>4</sup> à l'extérieur de l'UE, on constate que les entreprises européennes se portent plutôt bien. Toutefois, une analyse complète ne peut faire l'impasse sur la part des entreprises sur leur propre marché. En 2003, 64% des importations de pays de l'UE provenaient d'autres pays de l'UE pour 63% en 1991. Cela suggère qu'il n'y a pas eu de perte de marchés pour les producteurs européens sur leur propre marché alors qu'au cours de la même période, la part des importations américaines en provenance de l'UE passait de 18% à 19%, c'est-à-dire que les producteurs européens grappillaient quelques parts sur le marché américain.

Il n'y a donc pas de preuve – ou bien des preuves volontairement incomplètes ? – d'une perte de compétitivité de l'Union européenne. Cela signifie que les remèdes de Lisbonne ne sont peut-être pas aussi nécessaires qu'il n'y paraît. La faible croissance européenne est peut-être plus la conséquence d'une demande intérieure molle et non d'une soi-disant perte de compétitivité au niveau international. Dès lors, déprimer les salaires est probablement la pire des actions à mener pour la croissance européenne. De toute manière, si l'on veut agir rapidement sur notre compétitivité, la première chose à faire serait de baisser le taux de change de l'euro, ce qui ne semble pas être envisageable pour la BCE.

Ce qui différencie l'UE des USA durant ces dernières années, c'est que face à des chocs quasi-similaires, les USA ont laissé le dollar se déprécier, ont baissé rapidement le taux d'intérêt ainsi que les impôts de manière à donner un coup de fouet à la consommation. L'UE est corsetée dans sa politique budgétaire par le Pacte de Stabilité et de Croissance (PSC) et le restera encore malgré le léger assouplissement de ce dernier<sup>5</sup>. En outre, la politique monétaire menée par la BCE est rarement

<sup>3</sup> Cependant le PIB américain a cru plus rapidement que celui de l'UE.

<sup>4</sup> C'est-à-dire localisées et actives sur le sol européens.

<sup>5</sup> Même modifié le nouveau PSC ne permet pas de faire plonger profondément le budget dans le rouge afin de réanimer une économie. Tout au plus, un pays pourra rester quelques années légèrement sous la barre des 3% de déficit. C'est probablement un des pires compromis qui puisse exister. En effet, certains pays vont penser qu'ils peuvent désormais flirter plus ou moins longtemps aux alentours du plancher des 3% de déficit et ne reconstitueront plus de réserves suffisantes en cas de bonne conjoncture. A l'inverse, une relance

en adéquation avec la nécessité d'une relance économique urgente. Évidemment, on peut douter que la politique américaine soit soutenable à long terme, ce n'est d'ailleurs pas son but. Toutefois, à court terme, elle a un effet positif indéniable qui ne manquera pas d'avoir des répercussions sur le long terme. Actuellement, il faut bien se rendre à l'évidence que la croissance de l'UE ne dépend pratiquement que de la bonne santé économique de ses partenaires commerciaux. Si par malheur, la croissance économique de ses derniers se tasse, l'UE se révèle incapable de prendre le relais et son taux de croissance suit la tendance baissière. Pourtant, un essai de modélisation de l'université de Cambridge tend à montrer que l'UE pourrait elle aussi jouer un rôle important de soutien à l'économie mondiale. Ce modèle montre également qu'à politique inchangée et sans nouveaux chocs (ce qui est improbable) la croissance européenne se stabiliserait aux alentours de 2,5% par an ce qui, vu le retard pris, ne permettrait pas de respecter les objectifs de Lisbonne.

Que l'on parle en terme de croissance de l'économie, de l'emploi ou de la productivité, l'UE a démontré, à plusieurs reprises, qu'elle était capable de suivre, voire de dépasser, le rythme des USA durant les périodes de bonne conjoncture. La grande différence, c'est qu'aux USA, les crises sont généralement bien plus courtes que dans l'UE. L'écart entre ces deux économies grandit parce qu'il y a moins de phases de bonne conjoncture en Europe qu'aux USA.

Actuellement, la croissance économique européenne n'est pas satisfaisante. L'emploi progresse lentement mais cette progression se fait en partie au détriment de la productivité par travailleur, c'est-à-dire l'inverse de ce que préconise la stratégie de Lisbonne. En gros, cela signifie que l'on remplace des travailleurs à temps plein par des travailleurs à temps partiel. Ce phénomène s'observe particulièrement en Belgique où le taux d'emploi est passé de 56,3% à 59,6% entre 1992 et 2003 mais de 54,5% à 54,7% sur la même période pour le taux d'emploi en équivalent temps plein (ETP).

Au niveau des autorités économiques européennes, d'aucuns pensent encore qu'il suffit d'avoir un cadre macroéconomique<sup>6</sup> stable (ou neutre) pour que les forces du marché fassent le reste c'est-à-dire que l'économie se développe d'elle-même. Force est de constater que malgré un cadre macroéconomique neutre, la croissance économique n'est pas au rendez-vous européen. C'est pourquoi les réformes structurelles ont tant la cote. A l'inverse, nous pensons qu'il faudrait bousculer ce cadre macroéconomique stable, c'est-à-dire que les États réinvestissent la politique macroéconomique. A ce sujet, une modélisation des impacts des réformes structurelles tend à prouver que ces dernières ont un effet négatif tant sur la consommation que sur l'emploi (ce qui s'est vérifié en Allemagne) alors qu'une politique budgétaire dynamique a un effet positif<sup>7</sup>. Sans politique macroéconomique appropriée, les réformes structurelles risquent d'être néfastes pour la population européenne.

#### Éclairage : que s'est-il passé ces dernières années ?

A la création de la zone euro (1998), l'euro est faible comparé au dollar. Il le reste encore jusqu'en 2002 ce qui permet à la zone d'amortir la faible demande extérieure découlant de la récession américaine de 2001 puisque nos exportations restent bon marché malgré un marché déprimé. Actuellement, l'euro est devenu très (trop) fort. Nos exportations sont découragées. Du moins, elles devraient l'être même si cela ne semble pas être le cas pour tous les pays dont l'Allemagne par exemple<sup>8</sup>. Néanmoins, la zone euro s'expose à un risque qui ne cessera de se renforcer en maintenant un euro fort. Si pour une raison inconnue, la croissance économique venait à ralentir chez nos principaux clients, l'économie européenne serait fortement touchée. En effet, au-delà du prix de vente, les exportations dépendent surtout de deux éléments fondamentaux : la demande extérieure et le taux de change, ce dernier ne nous étant pas favorable. Aussi, il se peut que des multinationales intègrent la force de l'euro dans leur stratégie de production et de localisation à moyen terme. En d'autres termes, cela signifie que les multinationales pourraient désertir l'UE ou, en tout cas, moins y investir d'une part parce que l'investissement y est plus cher mais aussi parce que le taux de change découragerait l'exportation.

---

économique demande un effort budgétaire plus important que 3% de déficit. Ainsi aux USA, le déficit budgétaire s'est creusé à environ 6% ces dernières années afin de relancer l'économie. On est loin de cette limite.

<sup>6</sup> Cadre macroéconomique ou policy mix, on parle en fait de l'articulation des politiques économiques c'est-à-dire principalement de la politique monétaire et des politiques budgétaires.

<sup>7</sup> Voir Gustav Horn, Institut de prévision macroéconomique et conjoncturel allemand.

<sup>8</sup> D'un autre côté, une euro fort permet aux entreprises et aux citoyens européens de bénéficier d'importations meilleur marché ce qui, dans un contexte de forte hausse des prix pétroliers ou de délocalisation massive d'une partie de la production vers d'autres pays, peut constituer un avantage non négligeable par rapport aux concurrents extérieurs.

Lors du 1<sup>er</sup> semestre 2000, la zone euro connaît différents chocs inflationnistes modérés (pétrole, vache folle). La Banque Centrale Européenne (BCE) réagit très fermement afin d'éviter une propagation de l'inflation en augmentant son taux d'intérêt. Au même moment, malgré ces poussées d'inflation, les négociations salariales aboutissent à une certaine modération. A un découragement des investissements s'ajoute dès lors une déprime du pouvoir d'achat. La demande globale diminue tout comme le PIB. En 2001, suite au choc américain, les exportations se contractent elles aussi. Il n'en fallait pas plus pour installer l'UE dans une période de repli. D'autant qu'en 2002, les prévisions budgétaires sont trop optimistes. On croit à une reprise économique rapide ce qui justifie le maintien d'un taux d'intérêt relativement élevé<sup>9</sup> ainsi que la mise en place de politiques restrictives (réductions des dépenses publiques). L'UE s'enlise une nouvelle fois dans le ralentissement.

Pendant ce temps, les USA se remettent bien plus rapidement que l'UE même si cette reprise est nettement moins créatrice d'emplois qu'elle ne le fût début des années 90<sup>10</sup>. La croissance économique américaine dépasse actuellement les 3% alors que celle de l'UE effleure à peine les 2%. C'est vraisemblablement à mettre en relation avec une impulsion budgétaire (donc des déficits publics) d'environ 5% en 2002 et 2003 aux USA pour seulement 0,2% sur la même période dans l'UE. Si le PSC autorise des politiques contra-cycliques destinées à guérir des petits chocs exceptionnels, il faut se rendre à l'évidence qu'il n'a pas été dessiné pour permettre aux États membres de répondre à un enlèvement de l'économie. Les récents assouplissements ne paraissent pas remédier à cette situation intenable.

Cette croissance économique plus vigoureuse est également à mettre en relation avec une réactivité plus forte mais plus réfléchie de la Fed<sup>11</sup>. Celle-ci n'a pas hésité un seul instant à baisser son taux d'intérêt lorsqu'elle a jugé que la situation économique se dégradait alors que son rôle premier est de maintenir un faible taux d'inflation. Dans la zone euro, la BCE est responsable de la politique monétaire avec le mandat clair de maintenir une faible inflation et dans un 2<sup>ème</sup> temps de supporter les politiques économiques de l'UE comme la croissance et l'emploi. La politique budgétaire corsetée par la PSC revient aux États membres tandis que la détermination des coûts de production (dont les coûts salariaux) revient aux partenaires sociaux. Devant tant de niveaux de décision, on peut penser qu'une coordination est souhaitable. Pourtant, la BCE n'en veut pas. Cette dernière estime que chaque niveau doit se concentrer sur son propre objectif. Ce faisant, elle oublie qu'inflation, croissance, taux d'intérêt et emploi sont étroitement liés et interdépendants. Elle ne tient pas compte non plus de travaux récents qui prouvent que l'impact de la politique monétaire sur la croissance est réel et même important à court terme.

Jusqu'à présent, la BCE décide d'intervenir ou non en fonction de la théorie du NAIRU<sup>12</sup>. Selon cette théorie, il existe un certain taux de chômage en dessous duquel les réserves de main d'œuvre se raréfient et l'offre de travail devient inférieure à la demande. Des tensions apparaissent alors sur le marché de l'emploi, ce qui pousse le prix du travail, c'est-à-dire les salaires, vers le haut. Cette progression salariale crée, à son tour, de l'inflation soit via une hausse de la demande sur le marché des biens et services, soit via une répercussion de la hausse des salaires dans les prix de ventes. Afin de prévoir ce fameux taux de chômage, la BCE estime, en fonction des tendances du passé, le potentiel de croissance économique ou le potentiel de production de la zone<sup>13</sup>. Au-delà de ce potentiel, toute croissance n'est censée créer que de l'inflation. Or, si la croissance économique effective n'atteint pas la croissance potentielle – ce qui est arrivé à plusieurs reprises –, la BCE révisé ses prévisions de potentiel de croissance à la baisse pour les années suivantes. Il s'en suit que la BCE estime le potentiel de croissance annuel à environ 2% et qu'en période de récession, la BCE réduit cette marge année après année. Si par malheur, l'économie vient à croître plus rapidement que la croissance potentielle, c'est-à-dire que nous sommes dans une période de reprise, la BCE soupçonne un risque d'inflation et peut activer une hausse du taux d'intérêt. Ceci freine bien entendu toute relance. On peut raisonnablement se demander comment la BCE pense qu'une croissance de 2% à 3% risque de créer des tensions salariales et donc de l'inflation alors que l'UE-15 connaît entre

<sup>9</sup> Notons que les mauvaises conditions climatiques de 2002 vont être à l'origine d'une nouvelle poussée éphémère d'inflation dans l'alimentaire suite aux mauvaises récoltes.

<sup>10</sup> Ce qui peut en partie expliquer le différentiel de croissance de productivité.

<sup>11</sup> Equivalent américain de la BCE

<sup>12</sup> Non accelerating inflation rate of unemployment

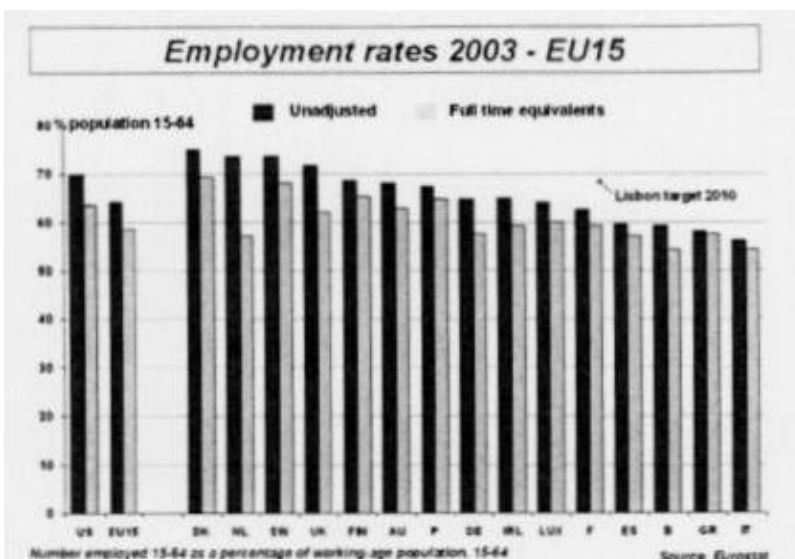
<sup>13</sup> C'est ce que la zone pourrait théoriquement produire si elle tournait à plein régime. Les économistes se basent sur différents indicateurs dont l'impressionnante réserve de main d'œuvre pour estimer quel pourrait être le taux de croissance du PIB qui ne créerait pas d'inflation.

20 et 40 millions de « chômeurs » selon diverses estimations<sup>14</sup>. Si les perspectives de demande sont suffisantes – elles semblent l'être même si les consommateurs ont déjà été nettement plus enthousiastes – et que le niveau de rentabilité des entreprises est bon – actuellement le taux de rentabilité est identique à celui que l'UE a connu pendant des périodes de plein-emploi, c'est-à-dire qu'il n'a plus été aussi haut depuis les années 60 – alors il est même souhaitable que la croissance effective dépasse la croissance potentielle de production. Il s'en suit des investissements, de la création d'emploi, du progrès technique et donc aussi des créations de nouvelles capacités de production afin d'assouvir une demande croissante. L'inflation ne réapparaîtra pas nécessairement. C'est la voie qui semble être prise par les USA.

Loin de vouloir rejeter toute la faute sur la seule BCE, il y a un besoin urgent de coordination entre les États, la BCE et les partenaires sociaux. Si la BCE peut être assurée que les négociations salariales entre partenaires sociaux ne vont pas créer de l'inflation, elle n'a plus à réagir lors de chocs exceptionnels en relevant son taux d'intérêt. Il suffit de laisser passer l'orage, d'accepter un taux d'inflation légèrement supérieur à l'objectif pendant une courte période puis de continuer sur le chemin de la croissance économique comme si de rien n'était en laissant le taux d'inflation refluer. C'est ainsi qu'agissait, en son temps, la Bundesbank. Lorsqu'elle estimait qu'il y avait un risque inflationniste sérieux, elle demandait aux partenaires sociaux d'appliquer une certaine retenue dans leurs accords et pouvait, en outre, menacer d'augmenter le taux d'intérêt en cas de norme salariale trop généreuse. Cependant, les temps ont changé. La BCE n'est pas face à un gouvernement mais face à 12, ni face à quelques organisations patronales et syndicales mais face à une multitude. Ainsi durant les années 2000-2001, dans certains pays comme l'Allemagne, les partenaires sociaux n'ont pas répercuté les hausses momentanées de prix dans les salaires ce qui n'a pas été le cas dans d'autres pays comme l'Italie et l'Espagne. Dans une certaine mesure, on peut comprendre que la BCE soit méfiante face à ce danger. Elle ne peut cependant pas refuser plus de coordination. Aussi, si les États se coordonnaient davantage entre eux et avec la BCE, ils pourraient avoir une politique budgétaire nettement plus contra cyclique. Cela impliquerait aussi une nouvelle révision du PSC. De cette manière, les États contribueraient eux aussi à la reprise économique alors que pour l'instant, il revient à la seule BCE d'assumer cette tâche en plus de son objectif sur l'inflation (ce qu'elle ne fait pas).

---

<sup>14</sup> Il est à noter que si ce potentiel était activé c'est-à-dire si les 40 millions de « chômeurs » étaient remis au travail, le PIB européen augmenterait d'un montant semblable au PIB allemand.



increased employment growth in the late 1990s had much to do with labour market reforms either.

